



Association pour la gestion des assistants de sénateurs (AGAS)

15 rue de Vaugirard - 75291 PARIS CEDEX 06

TÉLÉPHONE : 01 42 34 30 51

***ASSURANCE DE PROTECTION JURIDIQUE ET DE
RESPONSABILITÉ CIVILE AU BÉNÉFICE DES
SÉNATEURS***

***LOT N° 2 : ASSURANCE DE RESPONSABILITÉ
CIVILE***

D.C.E.

**CAHIER DES CLAUSES
ADMINISTRATIVES
PARTICULIÈRES**

SEPTEMBRE 2025

ARTICLE 1^{ER} - OBJET DU MARCHÉ

La présente consultation porte sur le lot n° 2 « assurance de responsabilité civile » d'un marché de services ayant pour objet des prestations d'assurance de protection juridique et de responsabilité civile au bénéfice des Sénateurs.

ARTICLE 2 - SOUSCRIPTEUR, ASSURÉS

Le souscripteur est l'Association pour la gestion des assistants de Sénateurs (AGAS), agissant d'ordre et pour compte des sénateurs.

Les assurés sont :

- les sénateurs ;
- les collaborateurs des sénateurs dans le cadre de l'extension de la garantie « recours ».

Les anciens sénateurs ont également la qualité d'assuré pendant une période de 5 ans à la suite de la fin de leur mandat.

Les anciens sénateurs dont le mandat a pris fin avant le 1^{er} janvier 2026 ne sont pas concernés par le précédent alinéa.

ARTICLE 3 - DURÉE DU MARCHÉ - PRESTATIONS SIMILAIRES

Le présent marché est conclu pour une durée de quatre ans, à compter du 1^{er} janvier 2026. Il pourra toutefois être résilié par l'une des parties à effet du 1^{er} janvier de chaque année, par lettre recommandée avec accusé de réception, sous réserve du respect d'un préavis de six mois.

En application de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, le Sénat se réserve la possibilité, dans un délai de trois ans à compter de la notification du présent marché, de conclure avec son titulaire un nouveau marché sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles confiées dans le cadre du présent marché.

ARTICLE 4 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constituant le marché sont les suivantes, par ordre décroissant de priorité :

- l'acte d'engagement (AE) et ses annexes ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), le cas échéant complété par les seuls réserves, amendements et observations mentionnés à l'article 8 de l'acte d'engagement et acceptés par l'acheteur ;
- le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) en vertu de l'arrêté du 30 mars

2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (JORF n° 0078 du 1^{er} avril 2021) ;

- le mémoire technique présenté par le titulaire répondant à l'intégralité des questions mentionnées au cahier des réponses attendues (CRA) ;
- les conditions générales et particulières, autres que celles prévues au présent CCAP et au CCTP, du contrat d'assurance, jointes par le titulaire au soutien de son offre.

ARTICLE 5 - MODIFICATION DU MARCHÉ

Le présent marché ne peut être modifié que par avenants signés par les parties contractantes. Ces avenants ne peuvent prendre la forme de lettres à caractère unilatéral adressées par le titulaire.

ARTICLE 6 - PRIX DU MARCHÉ - MODALITÉS DE RÉVISION DES PRIX

6.1 Prix des prestations

Le prix du marché est constitué d'une cotisation annuelle forfaitaire pour l'ensemble des Sénateurs (sur la base de 348 Sénateurs) dont le montant figure dans l'acte d'engagement.

Cette cotisation annuelle est réputée comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, incluant tous les frais, charges, fournitures, déplacements, matériels et sujétions du titulaire. Elle est réputée également comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations.

Le prix est libellé en euros.

6.2 Modalités de révision des prix

Les cotisations sont révisables en fonction de l'évolution de l'indice publié par la Fédération française du Bâtiment.

Le prix forfaitaire du marché est réputé établi aux conditions économiques du mois et de l'année de la date limite de remise des offres (M₀).

Le marché est traité à prix révisables annuellement au 1^{er} janvier, à compter du 1^{er} janvier 2027, selon la formule suivante :

$$P_1 = P_0 \times (S_1 / S_0)$$

Où :

- P₁ est le prix révisé ;
- P₀ est le prix initial aux conditions économiques du mois M₀ défini comme étant celui du mois de remise de l'offre ;
- S₁ est le dernier indice de la Fédération française du Bâtiment publié à la date de la révision du prix ;
- S₀ est l'indice de la Fédération française du Bâtiment en vigueur le mois de la remise de l'offre.

Il revient au titulaire de demander la mise en œuvre de la clause de révision du prix et de procéder lui-même au calcul de la formule de révision, avec justifications à l'appui. Il devra à cette fin envoyer au Sénat sa proposition par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au plus tard un mois avant la date de révision.

À défaut, le Sénat se réserve la faculté, le cas échéant et à son appréciation, de procéder d'office à la mise en œuvre et au calcul de la formule de révision.

ARTICLE 7 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT

Le règlement des cotisations s'effectue par virement pris sur les crédits de l'AGAS.

Le délai dont dispose l'AGAS pour procéder au paiement des cotisations est de 30 jours, à compter de la date de réception des bordereaux d'appel à cotisations.

ARTICLE 8 - AVANCE

En application des articles R. 2191-3 et suivants du code de la commande publique, une avance peut être versée, sous réserve que soient réunies les conditions définies à l'article R. 2191-3 dudit code et sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Son montant est alors égal à 5 % du montant TTC initial du marché.

Lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise au sens de l'article R. 2151-13 du code de la commande publique, le montant de l'avance est porté à 30 % du montant TTC du marché.

Le mandatement de l'avance intervient dans le délai d'un mois à partir de la date à laquelle le délai contractuel d'exécution a commencé à courir. Son montant ne sera pas révisé.

Conformément à l'article R. 2191-11 du code de la commande publique, le remboursement de l'avance s'imputera sur le règlement définitif après service fait.

ARTICLE 9 - OBLIGATIONS RESPECTIVES DES PARTIES

9.1 Obligations incombant à l'AGAS

L'AGAS fournit au titulaire du marché les informations nécessaires à sa bonne exécution, dans les conditions précisées dans l'acte d'engagement, ses annexes, ou dans le cahier des réponses attendues.

9.2 Obligations incombant au titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux stipulations du CCTP et du présent CCAP. Il devra fournir un haut niveau de qualité, homogène sur toute la durée de la prestation, en garantissant la composition et le niveau de compétences de l'équipe chargée des différentes actions du présent marché. Il devra prendre en compte les évolutions législatives et réglementaires intervenant au cours de l'accord-cadre sans supplément de prix.

Le titulaire du marché fournira à l'AGAS tous les renseignements d'ordre

administratif, technique et financier qui pourront être nécessaires à l'information des assurés.

Il communique les documents destinés à la mise en place et au suivi du contrat faisant l'objet du présent marché. Au minimum une fois par an, il établit un bilan de la sinistralité qui est communiqué à l'AGAS.

ARTICLE 10 - CONFIDENTIALITÉ

Le titulaire du marché s'engage à la plus grande confidentialité sur les informations et les données personnelles, qui pourraient être portées à sa connaissance dans le cadre de l'exécution du présent marché.

La prestation fournie dans le cadre du présent marché ne pourra servir d'argument publicitaire ou de référence commerciale pour le titulaire, qu'après autorisation expresse de l'AGAS.

ARTICLE 11 - RÉSILIATION DU MARCHÉ

Le marché pourra être résilié dans les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG-FCS.

11.1. - Résiliation aux torts du titulaire

En cas de manquement à ses obligations par le titulaire, le pouvoir adjudicateur pourra résilier le marché pour faute, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, assortie d'un délai d'exécution de quinze jours -susceptible d'être raccourci en cas d'urgence-, invitant le titulaire à se conformer à ses obligations ou à présenter ses observations.

Si cette notification demeure infructueuse, le marché sera alors résilié, sans indemnité du titulaire.

Dans cette hypothèse, seuls les frais courants jusqu'à la date d'effet de la résiliation demeureront dus au titulaire, sans que celui-ci puisse imposer au pouvoir adjudicateur de pénalités ou frais pour résiliation. Pendant le délai s'écoulant entre la notification de la résiliation et sa date d'effet, le titulaire continuera d'exécuter l'intégralité des obligations contractées au titre du présent marché.

11.2. - Résiliation pour motif d'intérêt général

Par ailleurs, en cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général, le titulaire n'aura droit, par dérogation au deuxième alinéa de l'article 38 et au premier alinéa de l'article 42 du CCAG-FCS, à aucune indemnité.

Article 12 - PÉNALITÉS

Le présent article déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer des pénalités définies ci-après.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, ces pénalités sont applicables du seul fait de la constatation du manquement, sans mise en demeure préalable ni invitation du titulaire à présenter ses observations.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles, et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement desdites pénalités.

Les pénalités ne sont pas assujetties à la TVA.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités seront dues dès le premier euro.

► Pénalité applicable en cas d'indisponibilité totale ou partielle du service en charge de traiter les déclarations de sinistre des sénateurs

Il sera appliqué une pénalité journalière de 100 euros par jour d'indisponibilité en cas d'indisponibilité totale ou partielle de plus de 24 heures du service en charge de traiter les déclarations de sinistre des sénateurs.

► Pénalité applicable en cas de non-respect du délai d'envoi de l'accusé de réception visé à l'article 6.1 du CCTP

Si, à l'occasion de la déclaration d'un sinistre, le délai d'envoi de l'accusé de réception de la déclaration, fixé à l'article 6.1 du CCTP, n'est pas respecté, il sera appliqué une pénalité forfaitaire de 100 euros par jour de retard.

► Pénalité applicable en cas de retard dans le traitement des déclarations de sinistre

Si les délais maximums pour traiter une déclaration de sinistre mentionné par le titulaire dans son mémoire technique (délai de transmission à l'assuré de la confirmation de l'accord de garantie et délais de règlement des prestations), ne sont pas respectés du fait du titulaire, l'AGAS pourra appliquer de plein droit une pénalité forfaitaire de 100 euros par jour de retard.

► Pénalités applicables en cas de non-respect de l'obligation de confidentialité

Il sera appliqué une pénalité de 5 000 euros en cas de non-respect de l'obligation de confidentialité édictée au présent CCAP.

► Pénalités applicables pour des prestations réalisées par un sous-traitant non déclaré

Il sera appliqué une pénalité de 1 500 euros par manquement.

► Pénalités applicables pour non-respect de toute autre prescription du marché

Il sera appliqué une pénalité de 200 euros par manquement.

ARTICLE 13 - LANGUE - CONVENTION SUR LA PREUVE - CONTENTIEUX

Les documents relatifs au présent marché ainsi que les documents échangés pour son exécution sont rédigés en français.

Le Sénat et le titulaire conviennent que tous les échanges réalisés par courriel dans le cadre du présent marché reçoivent la même force probante qu'un écrit signé de manière manuscrite.

Les litiges sont portés devant le Tribunal administratif de Paris, 7 rue de Jouy, 75181 PARIS CEDEX 04. Téléphone : 01 44 59 44 00 -Télécopie : 01 44 59 46 46

Article 14 - DÉROGATION AU CCAG-FCS

Il est dérogé :

- aux articles 14, 14.1.1 et 14.1.3 du CCAG-FCS à l'article 12 du présent CCAP (pénalités) ;
- au deuxième alinéa de l'article 38 et au premier alinéa de l'article 42 du CCAG-FCS par l'article 11 du présent CCAP (résiliation pour motif d'intérêt général).